Protocole Fabien Gris - Fondation d'une Économie Citoyenne
© Fabien Gris 2025 - Tous droits réservés

La Révolution Citoyenne - Une Nouvelle Économie pour la France et le Monde

Sommaire

Ce plan, c'est pas juste des mots, c'est une révolution pour reprendre notre pays des mains des corrompus et des profiteurs. De la France des cités aux campagnes, on construit un avenir où chacun a sa chance – pas de division, pas de racket, juste du concret. Lisez, rêvez, agissez : c'est notre histoire à écrire.

Ma France Libre et Citoyenne : Le Plan Complet

- Section 1 : Introduction et Financement
  Un prélèvement unique de 2,37 % et 5,46 milliards €/mois pour lancer une révolution citoyenne.
- Section 2 : Économie et Emplois
  5 à 6 millions d'emplois créés pour une France productive et sans chômage.
- Section 3 : Santé Citoyenne
  Médicaments à 50 €, hôpitaux modernes, une santé accessible à tous.
- Section 4 : Luxe et Technologie
  Téléphones à 320 €, semi-conducteurs, une industrie souveraine qui rivalise mondialement.
- Section 5 : Culture et Influence
  Cinéma français héroïque et médias citoyens, une identité forte qui rayonne.
- Section 6 : État et Budget
  De 570 à 162 milliards €, un État allégé gouverné par la DAO.
- Section 7 : Perspectives à Long Terme
  Une vision sur 10, 20, 30 ans : prospérité, espace, et puissance citoyenne.
- Section 8 : Une France Libre Face aux Opposants
  Contre l'Europe corrompue, les "sans nom", vers un gouvernement mondial citoyen.
- Section 9 : Ce Qui Va Bloquer et Comment On Gagne
  Politiciens, syndicats, inutiles, entrepreneurs, étrangers : transformer les obstacles en espoirs.
- Bonus : L'Armement Citoyen – Une Défense Souveraine
  5-10 milliards €/an pour une armée française autonome et au service du peuple

Introduction : La Révolution Citoyenne - Une Nouvelle Économie pour la France et le Monde

En 2025, la France se trouve à un carrefour critique. La dette publique s'élève à 3 300 milliards d'euros, le chômage affecte 5,2 millions de personnes, et les importations annuelles atteignent 570 milliards d'euros, révélant une dépendance alarmante aux multinationales et aux élites financières mondiales. Cette situation fragilise le pouvoir d'achat des citoyens, rongé par des taxes, des charges et des profits captés par une minorité privilégiée. L'exemple est frappant : une Mini Austin, vendue 1 500 euros en 1970, coûte aujourd'hui 28 000 euros, soit une multiplication par 18. L'État et les banques privées, en monopolisant la création monétaire, ont promis de juguler l'inflation ; ils ont échoué. Chaque année, la France verse 70 milliards d'euros d'intérêts à des institutions financières qui génèrent cet argent sans contrepartie tangible, exigent son remboursement par le travail des citoyens, et s'approprient entreprises et terres avec les fruits de ce système. Sans changement radical, les foyers eux-mêmes seront bientôt menacés. À cela s'ajoute l'inaction manifeste de nombreux politiciens et hauts fonctionnaires, dont l'incapacité à améliorer le bien-être des Français, malgré l'état actuel du pays, interroge leur utilité.

Ce constat, loin d'être une fatalité, marque le point de départ d'une transformation profonde. La Révolution Citoyenne propose une économie où les citoyens deviennent les véritables acteurs, libérés de l'emprise d'un État historiquement prédateur. Au cœur de ce projet, une monnaie numérique citoyenne, gérée exclusivement par les citoyens via une technologie blockchain, garantit une indépendance totale. Contrairement aux initiatives centralisées, comme celle envisagée par la Banque Centrale Européenne, qui suscitent des craintes légitimes de surveillance et de contrôle autoritaire, cette monnaie appartient au peuple. Elle n'est ni soumise à une expiration arbitraire – effaçant les fonds non utilisés – ni vulnérable aux interventions d'organismes mondialistes ou étatiques, tels que le gel de comptes observé lors de certaines crises, comme celle du Covid. Conçue pour être privée et inviolable, elle assure que personne – ni gouvernement, ni banque, ni tiers – ne puisse la saisir, la bloquer ou la manipuler, quoi qu'il arrive. Avec un prélèvement unique de 2,37 % sur chaque transaction, ce système financera une France autosuffisante : relocalisation de la production, création de millions d'emplois, accès à une santé efficace, mise à disposition de produits de qualité abordables, et développement d'une culture porteuse d'espoir. Ce plan, précis et réalisable, ambitionne de repositionner la France comme un modèle d'excellence et d'indépendance, au service de tous, dès à présent.

1. Les Fondations : Une Économie Citoyenne

Pour bâtir une nouvelle économie, il est essentiel de redéfinir le rôle des citoyens : ils ne doivent plus se limiter à consommer ou à subir des prélèvements, mais devenir des investisseurs actifs, copropriétaires des richesses qu'ils produisent. Ce système vise à relocaliser une part significative des biens et services aujourd'hui importés – des produits du quotidien aux assurances – et à redistribuer les bénéfices aux Français, plutôt qu'à des intermédiaires ou des multinationales. Cette section détaille comment, en supprimant impôts et charges, les citoyens gagnent immédiatement en pouvoir d'achat et en capacité d'investissement, posant ainsi les bases d'un patrimoine accessible à tous, indépendamment de leur niveau de revenu, tout en préparant une réduction drastique de l'appareil étatique actuel, aujourd'hui inefficace et surdimensionné.

1.1. Principe de base : Les citoyens financent, produisent, consomment

Actuellement, les Français consomment des biens et services – souvent importés – dont les coûts sont gonflés par des taxes, des charges et des marges captées par des acteurs extérieurs. Ce modèle change la donne : chaque citoyen investit directement dans ce qu'il utilise, devenant actionnaire à 80 % de projets variés, qu'il s'agisse de produire de la moutarde pour répondre aux pénuries récentes, des vêtements, des télévisions ou même des contrats d'assurance. Via une plateforme blockchain transparente, un investissement modeste – 10, 50, 100 ou 200 euros – finance des unités de production locales. Les bénéfices reviennent aux citoyens-investisseurs, et non à une élite déconnectée. Par exemple, une voiture aujourd'hui vendue 24 000 euros pourrait coûter 13 000 euros, une moutarde redevenir accessible à bas prix, et les assurances voir leurs tarifs s'effondrer, grâce à une chaîne de production et de distribution débarrassée des intermédiaires parasites.

1.2. Financement initial : 10 % des salaires (5,46 milliards €/mois)

Le financement repose sur une participation citoyenne, rendue possible par des gains immédiats. La masse salariale brute annuelle en France est de 1 600 milliards d'euros (INSEE, 2023), soit 133 milliards d'euros par mois pour 27 millions de salariés. En supprimant les charges sociales et les impôts, remplacés par un prélèvement unique de 2,37 % (voir 1.3), le salaire net augmente dès le départ : un brut de 2 500 euros passe à 2 440 euros net (+25 %), visible directement sur la fiche de paie. Pour un salarié au SMIC (1 700 euros brut), cela représente environ 1 660 euros net, un gain instantané sans effort. Les employeurs, libérés des charges patronales, économisent également, renforçant leur compétitivité. Sur ces 2 440 euros nets, chaque citoyen investit 10 %, soit 244 euros. Avec 20 millions de participants, cela génère 5,46 milliards d'euros par mois, ou 65,52 milliards d'euros par an, permettant de construire 216 usines par an (300 millions d'euros chacune). Cet investissement n'est pas une taxe supplémentaire, mais une opportunité de prendre le contrôle et de bâtir un patrimoine transmissible, même pour les plus modestes.

1.3. Suppression des impôts/charges : Prélèvement unique de 2,37 %

Le système fiscal actuel – 280 milliards d'euros d'impôts, 800 milliards d'euros de charges sociales, et une TVA à 20 % – alourdit chaque achat et chaque salaire, alimentant un État obèse dont les 570 milliards d'euros de dépenses annuelles (2025) masquent une inefficacité criante. Ce modèle propose de remplacer ces prélèvements par un unique taux de 2,37 % sur toutes les transactions, géré par une monnaie numérique citoyenne. Sur un volume annuel de 32 000 milliards d'euros de transactions (Banque de France, projection 2025), cela génère 758,4 milliards d'euros, un montant suffisant pour financer les fonctions essentielles et les retraites, tout en dégageant un excédent pour des projets citoyens, une fois l'État trié et rationalisé. Dès le départ, un achat de 100 euros (TV, vêtements, etc.) économise 20 euros de TVA. Sans charges ni taxes dans la chaîne de production et de distribution, les prix deviennent plus compétitifs : une voiture à 13 000 euros, une assurance moins chère, ou une huile de tournesol abordable illustrent ces économies immédiates, rendant l'investissement citoyen accessible et attractif.

1.4. Monnaie numérique et DAO : Automatisation et contrôle citoyen

La "CitoyenCoin", une monnaie numérique gérée par une Organisation Autonome Décentralisée (DAO) sur blockchain, est l'outil central de ce système. Chaque transaction prélève automatiquement 2,37 % (10 euros = 9,76 euros au destinataire, 0,24 euro au pot commun), sans bureaucratie. Conçue pour et par les citoyens, elle garantit une souveraineté totale : aucun organisme mondialiste ni État ne peut la saisir, la bloquer ou la faire expirer, offrant une protection absolue contre les abus observés par le passé. Via la DAO, les Français décident de

l'allocation des fonds, préparant une réduction drastique des dépenses étatiques inutiles tout en finançant des projets comme usines ou recherche, avec une participation externe plafonnée à 20 %. Cette transparence et ce contrôle permettent à chaque citoyen, du SMIC au plus aisé, de participer à la création d'un avenir durable pour lui-même et ses enfants.

2. Relocalisation et Emplois : La France Productrice

L'un des piliers de cette révolution citoyenne est de ramener la production en France, transformant les citoyens en producteurs prospères plutôt qu'en consommateurs dépendants. Aujourd'hui, 570 milliards d'euros quittent le pays chaque année en importations, alimentant des économies étrangères au détriment des nôtres. Grâce aux investissements citoyens et à l'élimination des charges et taxes, cet argent peut rester en France, créer des emplois durables, et réduire les prix des biens et services essentiels. Cette section explique comment relocaliser une part substantielle de la production, générer des millions d'emplois, et augmenter le pouvoir d'achat, tout en redistribuant les bénéfices aux investisseurs citoyens.

2.1. Relocaliser 300 milliards € d'importations

Sur les 570 milliards d'euros d'importations annuelles (Douanes, 2023), au moins 300 milliards concernent des biens et services que la France peut produire localement : agroalimentaire (moutarde, huile, viande – 40 milliards €), textile (20 milliards €), électronique (50 milliards €), ou encore machines (100 milliards €). Avec les 5,46 milliards d'euros mensuels collectés via les 10 % des salaires nets (65,52 milliards €/an, voir 1.2), ce système finance la construction de 216 usines par an, chacune coûtant 300 millions d'euros. En cinq ans, 1 080 usines pourraient relocaliser 300 milliards d'euros de production, soit 50 % des importations actuelles. Par exemple, une usine agroalimentaire de 200 emplois pourrait remplacer 100 millions d'euros d'importations de moutarde ou d'huile, répondant aux pénuries récentes tout en sécurisant l'approvisionnement local.

2.2. Création de 4-6 millions d'emplois (216 usines/an)

Chaque usine financée par les citoyens génère des emplois directs et indirects. Une unité de 300 millions d'euros crée en moyenne 1 000 emplois directs (ouvriers, techniciens) et 2 000 emplois totaux avec l'effet multiplicateur (fournisseurs, logistique). Ainsi, 216 usines par an produisent 216 000 emplois directs et 432 000 emplois totaux annually. En cinq ans, cela représente 1,08 million d'emplois directs et 2,16 millions totaux ; en dix ans, 2,16 millions directs et 4,32 millions totaux. Avec le développement de secteurs annexes (recherche, services), le total atteint 5 à 6 millions d'emplois, dépassant les 5,2 millions de chômeurs actuels (INSEE, 2025). Ce modèle met fin au chômage de masse, transformant les Français en acteurs productifs plutôt qu'en assistés.

2.3. Prix divisés par 2 : Exemple voiture (environ 13 000 € vs 24 000 €)

La suppression des impôts, charges et TVA, combinée à la production locale, réduit drastiquement les coûts. Prenons une voiture vendue aujourd'hui 24 000 euros TTC : la TVA (20 %) représente 4 000 euros, ramenant le prix hors taxes à 20 000 euros. Sur ce montant, supposons que la main-d'œuvre (environ un tiers, soit 6 666 euros) inclut 3 333 euros de charges sociales (50 %), supprimées dans ce système. Les composants (environ 10 000 euros) supportent des charges et taxes chez les sous-traitants (estimées à 20 %, soit 2 000 euros), également éliminées. Les frais fixes et la marge actuelle (environ 3 334 euros) perdent 10 % de taxes annexes (333 euros). Sans ces prélèvements, le coût de production tombe à environ 14 666 euros. En ajoutant une marge citoyenne modeste de 1 000 euros, et en supposant des économies supplémentaires grâce à la relocalisation et à l'absence de TVA sur toute la chaîne,

le prix final s'établit à environ 13 000 euros, soit une baisse de 46 %. Cette logique s'applique à d'autres produits, comme l'huile de tournesol ou les télévisions, dont les prix diminuent sensiblement.

2.4. Pouvoir d'achat +40 % : Consommation boostée

La suppression des charges et des impôts augmente immédiatement le pouvoir d'achat des Français, sans attendre les résultats des investissements. Pour un salaire brut de 2 500 euros, l'élimination des charges sociales, remplacées par un prélèvement unique de 2,37 %, porte le net à 2 440 euros (+25 %), un gain visible dès la première fiche de paie. Parallèlement, la disparition de la TVA (20 %) réduit les dépenses : un achat de 100 euros coûte désormais 80 euros, soit une économie de 20 % sur la plupart des biens et services (alimentation, vêtements, électronique). Cumulés, ces effets – un salaire net accru de 25 % et des prix réduits de 20 % – confèrent un pouvoir d'achat accru d'environ 40 %, dès la mise en place du système. Cette hausse est amplifiée par la baisse générale des prix, les entreprises n'ayant plus à répercuter charges et impôts dans leurs coûts de production, rendant voitures, télévisions ou produits du quotidien encore plus abordables.

Une fois les usines opérationnelles, les bénéfices redistribués aux citoyens-investisseurs renforcent cet avantage. Sur un salaire net de 2 440 euros, un rendement annuel de 10 à 15 % (estimé à partir des marges des projets financés) ajoute entre 244 et 366 euros par mois, portant le revenu net à environ 2 730 euros. Avec des prix déjà diminués de moitié (voir 2.3), cette somme permet d'acheter deux fois plus de biens : deux voitures au lieu d'une, dix vêtements au lieu de cinq. Pour 20 millions de salariés, cela représente un gain mensuel supplémentaire de 780 euros chacun, soit 15,6 milliards d'euros par mois (187 milliards €/an). Cette injection massive dans l'économie locale accélère la création d'emplois et stimule la croissance, avec un potentiel d'augmentation du PIB de 5 % par an, consolidant une prospérité durable.

3. Santé Citoyenne : Guérir la France

La santé doit être un droit garanti à tous, non un commerce au profit de quelques-uns. Actuellement, les ruptures de médicaments essentiels et l'abandon de traitements peu rentables par les laboratoires privés laissent les Français démunis, tandis que les lobbys influencent les décisions au détriment des solutions efficaces. Santé Citoyenne, financée et contrôlée par les citoyens, vise à produire des remèdes accessibles, à un prix juste, tout en enquêtant sur des alternatives bloquées par des intérêts extérieurs. Cette section expose comment, avec un investissement initial modeste, ce système peut démarrer immédiatement, réduire les coûts, redistribuer les bénéfices aux citoyens, et rétablir une sécurité sociale complète et autonome.

3.1. Santé Citoyenne : Financement (5 milliards € initiaux)

Santé Citoyenne s'appuie sur la participation directe des Français. Si 50 millions de citoyens contribuent chacun 100 euros, cela génère 5 milliards d'euros. Cet investissement initial finance la création d'une usine de production et d'un laboratoire de recherche, lançant un projet viable dès aujourd'hui. Géré via une Organisation Autonome Décentralisée (DAO, voir 1.4), ce système appartient à 80 % aux citoyens (4 milliards €), les 20 % restants (1 milliard €) étant ouverts à des partenaires externes, sans jamais céder le contrôle à des intérêts privés ou étatiques. Ces fonds permettent de répondre aux besoins immédiats tout en posant les bases d'une expansion future.

3.2. Production et recherche : Médicaments essentiels et bureau d'étude

L'objectif initial est de produire des médicaments en rupture de stock ou délaissés par les laboratoires privés pour manque de rentabilité, garantissant un approvisionnement stable pour les Français. Parallèlement, un bureau d'étude citoyen, indépendant et autonome, est mis en place pour analyser des solutions alternatives souvent écartées sous la pression de lobbys ou de décisions politiques – comme observé lors de la crise du Covid. Cet organisme, contrôlé par la DAO, valide scientifiquement les rumeurs ou traitements potentiels, empêchant toute interférence extérieure. Avec 5 milliards d'euros, une usine (300 millions €) et un laboratoire (500 millions €) démarrent, le reste (4,2 milliards €) soutenant la recherche et une expansion progressive vers d'autres sites pour diversifier les solutions.

3.3. Remèdes à prix juste : Bénéfices citoyens

Les médicaments produits visent un prix juste, couvrant les coûts et générant un bénéfice redistribué aux citoyens. Prenons un traitement courant : supposons un coût de développement de 1 milliard d'euros sur cinq ans, financé par les 5 milliards € initiaux. Produit sans charges ni TVA, son coût unitaire est estimé à 20 euros par dose, vendu à 50 euros, soit une marge de 30 euros. Avec 33,5 millions de patients annuels en France (hypothèse basée sur les besoins actuels), cela génère un chiffre d'affaires de 1,675 milliard d'euros (33,5 millions x 50 €) et un bénéfice annuel de 1 milliard d'euros (33,5 millions x 30 €) une fois la production lancée. Sur ce milliard, 80 % (800 millions €) reviennent aux 50 millions d'investisseurs citoyens, soit 16 euros par personne par an. Après cinq ans de développement, ce retour représente un rendement annuel de 16 % sur l'investissement initial de 100 euros – un taux nettement supérieur aux placements traditionnels comme le Livret A (0,5 % à 3 %) – démontrant la puissance de ce modèle citoyen. Sur dix ans (développement inclus), le rendement moyen s'établit à environ 8 % par an, offrant un retour attractif et réinvestissable pour accélérer le projet.

3.4. Impact : Une santé accessible et une sécurité sociale renforcée

À terme, Santé Citoyenne vise à couvrir l'ensemble des besoins médicaux essentiels, réduisant la dépendance aux mutuelles privées. Actuellement, les travailleurs du secteur privé financent la sécurité sociale pour tous – y compris fonctionnaires et bénéficiaires sans cotisation – tout en payant des mutuelles et des frais supplémentaires (dentaire, optique). Ce système inverse la donne : en produisant des traitements à coûts réduits, la sécurité sociale devient une base complète, couvrant l'essentiel sans reste à charge significatif, les mutuelles n'étant plus qu'un complément facultatif. Les bénéfices citoyens, comme les 16 euros annuels par personne, renforcent ce cercle vertueux, tandis que l'autonomie face aux lobbys garantit des soins au service des Français, non des profits.

3.5. Expansion et reconnaissance : Vers une santé universelle

Fort des 5 milliards d'euros initiaux et des bénéfices annuels générés – 1 milliard d'euros par an sur un seul traitement – Santé Citoyenne peut rapidement s'étendre. En quelques années, ces fonds réinvestis permettent de financer des dizaines, voire des centaines, de laboratoires supplémentaires, chacun dédié à la recherche et à la production de remèdes pour des maladies majeures : cancer, diabète, Alzheimer, et au-delà. Le recrutement des chercheurs repose sur une mobilisation simple mais puissante : une annonce publique invitant les scientifiques à rejoindre une mission d'intérêt général visant à "sauver le monde". Libérés des contraintes des laboratoires privés, où les découvertes profitent souvent aux seuls actionnaires, ils trouvent ici un cadre valorisant leur contribution directe à l'humanité. Chaque découverte porte le nom de son inventeur, gravé dans l'histoire – potentiellement honoré dans un "Jardin des Héros" dédié –

rather than being attribuée à une entité impersonnelle. Cette reconnaissance, essentielle à la motivation humaine, attire les talents et accélère la quête de solutions universelles.

3.6. Hôpitaux modernes : Une santé au service des citoyens

Santé Citoyenne s'étend à la création d'hôpitaux modernes et de maisons de retraite, gérés directement par les citoyens via la DAO (voir 1.4). Contrairement aux établissements actuels, parfois perçus comme des lieux de négligence, ces structures privilégient le bien-être, avec du personnel qualifié et des infrastructures conçues pour tous. L'objectif est de répondre aux besoins des malades et des aînés dans des conditions dignes, loin des modèles industriels déshumanisés. Les fonds initiaux de 5 milliards d'euros, combinés aux bénéfices annuels (1 milliard € dès le lancement d'un traitement), permettent de poser les bases de ces projets, avec une ambition d'expansion rapide pour couvrir l'ensemble du territoire.

3.7. Plus jamais ça : L'hôpital perdu et la reprise en main citoyenne

Santé Citoyenne porte une ambition qui dépasse la simple production de médicaments : elle refuse de reproduire les échecs du passé. Imaginez un hôpital aussi vaste que la ville de Paris – une structure s'étendant du périphérique au cœur de la capitale, élevée sur cinq étages, capable de soigner des millions de personnes – réduit en cendres. Cette métaphore incarne une perte colossale : des ressources dilapidées, des opportunités gâchées, tandis que les hôpitaux actuels se dégradent et que les maisons de retraite deviennent des lieux de négligence. "Plus jamais ça" est un cri de ralliement. Les milliards d'euros des Français, détournés pendant des décennies, auraient pu bâtir des infrastructures d'excellence pour les malades et les aînés. Avec ce système, les citoyens financent et gèrent directement des hôpitaux modernes et des résidences pour personnes âgées, conçus pour le bien-être, dotés de personnel qualifié, et dédiés à une vie digne. Cette reprise en main garantit que l'argent du peuple serve à construire un avenir solide, non à laisser partir en fumée ce qui aurait dû être.

4. Luxe et Technologie : L'Avenir par les Citoyens

Dans une économie citoyenne, la technologie et le luxe ne sont plus réservés à une élite ou dépendants de chaînes de production étrangères. Avec un investissement continu de 5,46 milliards d'euros par mois (65,52 milliards €/an, voir 1.2), provenant des contributions mensuelles des citoyens, ce système permet de créer un réseau massif d'entreprises locales, relocalisant la production et développant des technologies d'avenir. Cette section détaille comment cet effort collectif finance des biens de qualité accessibles, des options luxueuses, et une infrastructure autonome, en s'appuyant sur des partenariats locaux et une entreprise citoyenne de construction, pour maximiser les bénéfices au profit des Français.

4.1. Technologie citoyenne : De la qualité à l'innovation

L'entreprise citoyenne produit des technologies de pointe, comme des smartphones adaptés à tous les besoins. Une version standard, à environ 320 euros, offre des performances élevées (5G, écran OLED, caméra avancée) pour un coût de production estimé à 275 euros (composants 200 €, main-d'œuvre 25 €, R&D 50 €), soit une marge de 45 euros. Une version haut de gamme, plus sophistiquée, et une option luxe, à 600 euros ou plus, avec des matériaux premium, ciblent ceux qui recherchent l'exclusivité, pour un coût de 500 euros et une marge de 100 euros. Les semi-conducteurs, fabriqués localement grâce à cet investissement massif, libèrent la France de la dépendance extérieure et ouvrent la porte à une gamme étendue de produits innovants. Avec 5,46 milliards € mensuels, environ 200 usines (60 milliards €/an) produisent 48 millions d'unités par an. Sur 30 millions de smartphones vendus annuellement en France, 24 millions sont captés en deux ans, générant un chiffre d'affaires de 8,88 milliards d'euros et un bénéfice

de 2,5 milliards d'euros, dont 2 milliards € redistribués aux citoyens (100 €/an pour 20 millions d'investisseurs).

4.2. Luxe et qualité accessibles : Une production diversifiée

Le modèle s'applique également à des biens de qualité quotidienne et au luxe. Un atelier de sacs en cuir, par exemple, peut être équipé pour 1 million d'euros (machines, main-d'œuvre, locaux), produisant des sacs à 300 euros (matériaux 200 €, main-d'œuvre 50 €, design 50 €), vendus à 500 euros avec une marge de 200 euros. Avec 5,46 milliards € par mois, cela représente un potentiel de 5 600 ateliers similaires, illustrant la capacité de cet investissement à multiplier les initiatives locales. Dix ateliers (10 millions €) suffisent pour produire 1 million de sacs par an, générant 500 millions d'euros de chiffre d'affaires et 200 millions d'euros de bénéfices, dont 160 millions € (80 %) reviennent aux citoyens, soit 8 euros par an pour 20 millions d'investisseurs. Cette approche offre des produits de qualité à prix raisonnable et des options luxueuses pour ceux qui valorisent l'exclusivité, répondant à tous les besoins tout en relocalisant la production.

4.3. Contrôle et infrastructure : Souveraineté et partenariats locaux

La souveraineté est assurée par une détention à 80 % par les citoyens (52 milliards €/an), limitant les partenaires externes à 20 % (13 milliards €/an). Via la DAO, les Français orientent les priorités, de la recherche technologique aux designs de luxe. Actuellement, deux ou trois multinationales dominent le marché des infrastructures, imposant des coûts élevés. Pour optimiser les 5,46 milliards € mensuels, des partenariats avec des entreprises locales existantes permettent de mobiliser des compétences déjà en place, tandis qu'une entreprise citoyenne de construction, opérant à juste prix, bâtit usines, ateliers et laboratoires sans marges excessives. Cette double stratégie – collaboration et autonomie – maximise l'impact économique, redistribuant 2 milliards d'euros (technologie) et 160 millions d'euros (luxe) aux citoyens, soit 108 euros par an par investisseur (20 millions). Ainsi, la technologie et le luxe deviennent des moteurs d'avenir, ancrés dans une production locale et citoyenne.

5. Culture et Influence : Le Hollywood Français

La culture et les médias doivent redevenir des outils au service des citoyens, non des instruments de manipulation au profit d'une élite. Aujourd'hui, les grands médias, contrôlés par une poignée de puissants, façonnent les perceptions au mépris de la vérité, tandis que les subventions publiques au cinéma – des millions d'euros chaque année – sont accaparées par un cercle restreint, produisant des œuvres médiocres ou propagandistes. Cette section montre comment les citoyens, via un système autonome, peuvent reprendre le contrôle, pour créer des médias véridiques et un cinéma français porteur d'espoir et de fierté, éliminant les gaspillages et redonnant du pouvoir à tous.

5.1. Médias citoyens : Restaurer la vérité

Les médias actuels, loin de servir les citoyens, sont des vecteurs de manipulation. Lors des attentats du 11 septembre 2001, la diffusion immédiate d'images et la désignation de coupables ont conduit beaucoup à penser instinctivement "les Américains vont nous sauver" – un réflexe forgé par des décennies de cinéma hollywoodien exaltant leurs héros. Pourtant, l'histoire révèle une mécanique plus sombre : une élite influente, opérant avec une malignité comparable à un cancer, fabrique des narratifs, manipule l'information, et légitime des interventions pour imposer des intérêts économiques ou géopolitiques. Certains lauréats du Prix Nobel de la Paix, honorés puis impliqués dans des conflits causant des millions de morts, illustrent cette dissonance, amplifiée par des médias aux mains de quelques puissants. Avec la

DAO (voir 1.4), les citoyens votent directement l'allocation des fonds, éliminant les financements opaques ou propagandistes. Les médias citoyens, soutenus par les 5,46 milliards € mensuels (65,52 milliards €/an, voir 1.2), visent à informer avec vérité, élever les consciences et soutenir les Français, non à servir des agendas contraires à leurs intérêts.

5.2. Cinéma citoyen : Des films d'espoir et de fierté

Le cinéma français actuel, malgré des subventions massives, produit trop souvent des œuvres de faible qualité ou des récits servant des agendas extérieurs, tandis que Hollywood impose une vision où les héros américains règnent en sauveurs. L'entreprise citoyenne met fin à ce gâchis : les subventions inutiles, détournées par un réseau fermé, sont supprimées, économisant des millions d'euros. Un grand studio, rivalisant avec Hollywood (2 milliards € initiaux), et des studios locaux (500 millions €) produisent 80 films par an (20 millions € chacun). Via la DAO, les citoyens proposent et financent des projets : une idée, un producteur, un scénariste – clairement identifiés – sont soumis au vote. Une contribution de 5 euros par personne permet de participer ; les bénéfices reviennent aux investisseurs. Ces films, où les Français peuvent incarner les héros sauvant le monde, redonnent fierté et espoir, laissant le spectateur inspiré et motivé, loin de la dépression ambiante.

5.3. Nouveaux talents et bénéfices citoyens

Les acteurs actuels, parfois instrumentalisés par des intérêts politiques ou étrangers – certains ayant été payés pour des opérations médiatiques à l'international – cèdent la place à de nouveaux visages. L'accès est ouvert à tous, sans favoritisme : une diction claire, un physique adapté suffisent pour émerger, à l'image d'un Jean Gabin ou d'un Belmondo modernes. La star naît de la qualité du film, non des réseaux. Une production de 80 films par an génère un chiffre d'affaires estimé à 8 milliards d'euros (100 millions € par film, audience nationale et internationale), pour un bénéfice de 6,4 milliards d'euros (80 % de marge après coûts). Sur ce montant, 5,12 milliards € reviennent aux citoyens (20 millions d'investisseurs), soit 85 euros par an par personne ayant contribué 5 euros par film. Ces fonds, combinés à l'économie des subventions inutiles, financent une industrie culturelle souveraine.

5.4. Impact : Une vie enrichie par le pouvoir d'achat

Le pouvoir d'achat accru grâce au prélèvement unique de 2,37 % (salaire net de 2 440 € pour un brut de 2 500 €, +25 %, voir 2.4) et à la baisse des prix dope la consommation culturelle. Avec plus de travail, de loisirs, de restaurants, et de temps pour les enfants, les Français retrouvent une vie débarrassée du stress. Ce bien-être se traduit par une fréquentation accrue des cinémas et une demande croissante pour des médias citoyens, renforçant l'influence culturelle de ce modèle. En redonnant espoir et fierté, cette révolution culturelle combat la dépression et bâtit une société plus unie et ambitieuse.

6. État et Budget : Une Machine Allégée

L'État actuel, avec un budget de 570 milliards d'euros en 2025 et un déficit de 290 milliards €, est une structure lourde et inefficace, financée par les impôts de 27 millions de travailleurs. Cette section détaille ces dépenses, puis explique comment un prélèvement unique de 2,37 %, une gouvernance citoyenne via la DAO, et des réformes ciblées le réduisent à 162 milliards €, éliminant gaspillages et doublons pour recentrer les ressources sur l'essentiel.

6.1. Budget actuel : 570 milliards € décortiqués

En 2025, le budget de l'État (570 milliards €) se compose de :

- Défense : 50,5 milliards € (armée, hors retraites).
- Fonctionnaires : 132 milliards € (5,5 millions, salaire moyen 24 000 €/an).
- Autres : 387,5 milliards € (routes, justice, administration, commissions, associations). Ces "autres" incluent des strates redondantes (mairies, communautés de communes, départements, régions) et des entités inutiles : associations créées pour rémunérer amis et partenaires politiques, et commissions absurdes (ex. "commission de la betterave") ou coûteuses (ex. ADEME), détournant des fonds publics pour des intérêts privés.

6.2. Réduction à 162 milliards € : Ce qu'on garde

Le prélèvement unique de 2,37 % sur 32 000 milliards d'euros de transactions (Banque de France, 2025) génère 758,4 milliards d'euros par an (voir 1.3). L'État est réduit à 162 milliards € :

- 50 milliards € pour la défense (inchangé).
- 57,6 milliards € pour 2,4 millions de fonctionnaires utiles (soignants : 1,2 million ; profs : 900 000 ; police/gendarmerie : 300 000 ; salaire moyen 24 000 €/an).
- 54,4 milliards € pour les fonctions essentielles (routes, justice simplifiée, administration minimale).
  Les retraites (363 milliards €) portent le total à 525 milliards €, libérant 233,4 milliards € d'excédent pour les projets citoyens (216 usines/an, R&D).

6.3. Suppression des gaspillages : De 570 à 162 milliards €

- Fonctionnaires : Sur 5,5 millions, 3,1 millions (80 %) sont inutiles (administratifs, hiérarchies redondantes). Un rapport d'une page par personne prouve leur utilité ; les 3,1 millions restants sont reclassés dans les entreprises citoyennes (zéro coût), économisant 74,4 milliards €. Hauts fonctionnaires : salaire plafonné à 2000 €/mois pour inefficacité chronique.
- Commissions et associations : Coût estimé à 10-15 milliards €/an, ces entités (ex. CSA, "commission de la betterave", ADEME) détournent des fonds pour des alliés. Supprimées, leurs budgets sont votés par la DAO, économisant 10-15 milliards €.
- Autres économies : Sécurité sociale (200 milliards €) intégrée via Santé Citoyenne (section 3), aides sociales (80 milliards € : chômage 35, RSA 15, APL/autres 30) supprimées par 5-6 millions d'emplois (section 2). Total économisé : 408 milliards € (570 - 162).

6.4. Réformes structurelles : Justice, contrat, politique

- Justice : Juges politisés licenciés, code simplifié voté par la DAO, pour une équité transparente.
- Contrat unique : Remplace CDI/CDD et postes à vie, appliqué aux fonctionnaires. Embauche facilitée, reclassement des licenciés dans les entreprises citoyennes.
- Politique : interdits de redevenir fonctionnaires après mandat, stoppant les carrières protégées. Syndicats (5-7 milliards €, subventions et pertes) supprimés, conditions votées par la DAO.

6.5. Votes : Actuel et futur

- Actuel : Pour les prochaines élections, la blockchain sécurise le scrutin : dans chaque bureau ou poste, trois citoyens vérifient les bulletins, les résultats sont enregistrés sur un registre public infalsifiable, éliminant la fraude électorale actuelle.
- Futur : Avec la DAO pleinement opérationnelle, les citoyens voteront via une application ou un ordinateur, un système simple, rapide et sécurisé, permettant de valider budgets, lois, et décisions directement, sans intermédiaires.

6.6. Nouvelle constitution et impact

Une constitution citoyenne proclame : "Celui qui paye décide." Elle impose la reddition de comptes aux élus, rétablit la condamnation pour trahison, et élimine les gaspillages historiques (ex. hausse des fonctionnaires pour gonfler le PIB ou les électorats). L'État passe de 570 à 162 milliards €, économisant 408 milliards €, tandis que les 233,4 milliards € d'excédent (758,4 - 525) financent une société souveraine. une bureaucratie absurde remplacée par une machine légère et utile.

7. Perspectives à Long Terme

Le système citoyen, bâti sur un prélèvement unique de 2,37 %, une gouvernance par la DAO, et une économie relocalisée, offre des perspectives ambitieuses sur 10, 20, et 30 ans. Cette section projette une France souveraine, prospère, et influente, libérée des dettes et des inefficacités, où les citoyens contrôlent leur avenir et bénéficient directement des richesses créées.

7.1. 10 ans : Une économie souveraine et sans chômage

Avec 758,4 milliards d'euros annuels générés par le prélèvement unique (voir 1.3) et un État limité à 525 milliards € (162 milliards € + 363 milliards € pour les retraites, voir 6.2), l'excédent de 233,4 milliards € par an totalise 2 334 milliards € sur 10 ans. Cet investissement massif finance 216 usines par an (section 2), créant 5 à 6 millions d'emplois d'ici 2035, éliminant le chômage (5,2 millions en 2025, INSEE). Le pouvoir d'achat, boosté à +40 % (salaire net moyen 2 730 €, prix réduits de 50 %, voir 2.4), soutient une consommation locale florissante. Santé Citoyenne (section 3) déploie des traitements abordables (ex. anticancer à 50 €) et des hôpitaux modernes, réduisant les coûts de santé à une fraction des 200 milliards € actuels. Le cinéma et la technologie citoyens (sections 4 et 5) captent des marchés mondiaux, générant des milliards redistribués via la DAO. La dette publique (290 milliards € de déficit en 2025) disparaît, renforçant la souveraineté financière.

7.2. 20 ans : Un modèle mondial de prospérité

Sur 20 ans, l'excédent atteint 4 668 milliards €, alimentant une croissance soutenue (+5 % de PIB par an, voir 2.4). Les retraites à 60 ans, financées à 363 milliards €/an, restent solides grâce à une économie relocalisée et une population active élargie. La santé atteint un tournant : les maladies chroniques (cancer, diabète) sont éradiquées ou maîtrisées, augmentant l'espérance de vie de 10 ans (section 3.4). L'éducation, recentrée sur 900 000 enseignants utiles (section 6.3), forme une génération innovante, tandis que les industries technologiques (semi-conducteurs, luxe) exportent massivement, surpassant les anciens leaders. Le cinéma français, avec 80 films par an (section 5.2), influence la culture mondiale, rapportant 8 milliards €/an redistribués aux citoyens (85 €/an par investisseur). La France devient un modèle : une société sans dettes, sans chômage, où la DAO garantit une gouvernance transparente, inspirant d'autres nations.

7.3. 30 ans : Une puissance citoyenne globale

En 30 ans, l'excédent cumulé (7 002 milliards €) propulse la France au rang de puissance citoyenne. Le PIB, dopé par des décennies de croissance, place le pays parmi les leaders économiques mondiaux, sans dépendance extérieure. Les infrastructures (routes, énergie), maintenues à 54,4 milliards €/an, sont modernisées ; la défense (50 milliards €/an) assure une sécurité autonome. La justice, simplifiée et votée par la DAO (section 6.4), élimine la corruption, tandis que l'éducation et la santé, accessibles à tous, élèvent le niveau de vie à des sommets inégalés. Les citoyens, via l'application DAO, contrôlent budgets, lois, et projets, recevant des dividendes annuels (ex. 108 € techno/luxe, 85 € cinéma). Cette prospérité – pouvoir d'achat élevé, temps libre, espoir retrouvé – rayonne, positionnant la France comme un exemple de société libre et unie.

7.4. Impact : Une société transformée

Sur trois décennies, chaque Français, contribuant mensuellement (5,46 milliards € collectifs), récolte une richesse tangible : emplois stables, santé universelle, culture inspirante, et technologie souveraine. La suppression des gaspillages (408 milliards €/an, section 6.3) et des dettes redonne aux citoyens le fruit de leur travail. Les divisions artificielles s'effacent au profit d'une unité basée sur la contribution et la décision collective. La France, débarrassée du stress et de la dépendance, offre un modèle durable, prouvant qu'une économie citoyenne peut prospérer sans sacrifier ses valeurs.

7.5. Espaces : Vers une planète améliorée et l'exploration spatiale

À long terme, une fois les infrastructures terrestres optimisées – industries, santé, culture, technologie – grâce à un excédent annuel de 233,4 milliards d'euros (voir 6.2), les investissements citoyens atteignent leur limite sur Terre. Sur 30 ans, avec 7 002 milliards € cumulés, la France peut viser deux horizons : améliorer la planète et conquérir l'espace, créant un monde meilleur pour tous.

Sur Terre, les fonds financent une transformation écologique et sociale : des villes vertes, intégrant espaces naturels et habitats durables, réduisent l'empreinte carbone à zéro tout en offrant un confort universel. Les améliorations incluent des logements écoénergétiques, des systèmes de transport propres, et une restauration complète des écosystèmes, faisant de la France un modèle de développement durable. Ces projets, estimés à 50-100 milliards €/an, absorbent une partie de l'excédent, renforçant la qualité de vie sans alourdir les citoyens.

Simultanément, l'exploration spatiale devient une priorité. Les 133-183 milliards € annuels restants (après villes vertes) financent des programmes ambitieux : bases lunaires, missions martiennes, et recherches sur la colonisation extraterrestre. Inspirés par des investissements historiques (ex. NASA : 25 milliards $/an ajustés), ces projets positionnent la France comme leader spatial, avec des retombées technologiques et économiques redistribuées via la DAO. En 30 ans, la France passe d'une puissance terrestre à une puissance cosmique, laissant une planète revitalisée et ouvrant l'humanité à de nouveaux horizons.

8. Conclusion et Appel à l'Action

Le système citoyen redéfinit la France : un État allégé à 162 milliards d'euros (section 6), 5 à 6 millions d'emplois créés (section 2), une santé universelle à coût réduit (section 3), une culture influente (section 5), une technologie souveraine (section 4), et des perspectives spatiales (section 7). Financé par un prélèvement unique de 2,37 % générant 758,4 milliards d'euros annuels, dont 233,4 milliards € d'excédent, ce modèle élimine dettes, chômage, et gaspillages,

redistribuant la richesse aux citoyens via la DAO. Cette section conclut sur l'urgence et la faisabilité de cette transformation, appelant à une mobilisation immédiate.

En 2025, l'État actuel (570 milliards €) et son déficit (290 milliards €) écrasent les 27 millions de travailleurs, détournant leurs ressources vers des structures inefficaces, des commissions opaques, et des intérêts privés. La corruption, les divisions artificielles, et la dépendance aux multinationales maintiennent ce statu quo. Pourtant, une alternative existe : avec une contribution collective de 5,46 milliards d'euros par mois – une somme modeste par citoyen – le système peut démarrer dès aujourd'hui. En 10 ans, le chômage disparaît ; en 20 ans, la France devient un modèle mondial ; en 30 ans, elle explore l'espace, offrant prospérité, santé, et fierté à tous.

Ce projet repose sur une vérité simple : "Celui qui paye décide." La DAO donne ce pouvoir aux citoyens, remplaçant les élites par une gouvernance directe, transparente, et sécurisée. L'appel est clair : rejoignez ce mouvement, votez pour son lancement, participez via la DAO. Chaque euro investi aujourd'hui construit une France libre, débarrassée du stress et des injustices. L'inaction prolonge l'exploitation actuelle ; l'action, elle, redonne le contrôle au peuple. Le futur est prêt – il ne manque que vous.

Bonus : L'Armement Citoyen – Une Défense Souveraine

Introduction au Bonus

L'Europe de 2025 promet 800 milliards d'euros d'investissements sur 10 ans, notamment pour la défense, mais ces fonds profitent davantage aux multinationales qu'aux citoyens qui les financent. Ce bonus propose une industrie d'armement citoyenne, contrôlée par les Français, pour une défense souveraine qui protège sans alimenter les conflits, redistribuant les bénéfices au peuple. Cependant, un avertissement s'impose : une démocratie directe via la DAO pourrait déranger des groupes influents, risquant de nous désigner comme une menace à neutraliser. Ainsi, le budget de protection initial doit être légèrement renforcé pour anticiper ces tensions.

1. Le Problème : Une Europe au service des lobbys

1.1. 800 milliards € d'investissements européens

L'Union européenne prévoit 80 milliards d'euros par an (NextGenerationEU, Fonds européen de défense), dont 13 milliards € pour la défense sur 10 ans. Ces contrats favorisent des géants industriels (ex. Lockheed Martin, Thales, Airbus), souvent liés à des actionnaires internationaux. Les décisions échappent aux citoyens, pilotées par des bureaucrates sous influence de lobbys, détournant 20-30 % des fonds européens (40-50 milliards €/an) hors des intérêts nationaux.

1.2. Rétrocommissions et profits extérieurs

Les rétrocommissions persistent (ex. scandale Thales, années 2000), tandis que les bénéfices des contrats européens enrichissent des investisseurs mondiaux, captant des dividendes sur ces 800 milliards €. Les impôts citoyens financent cette fuite de capitaux, au détriment de la souveraineté et des contribuables.

2. La Solution : Entreprises citoyennes d'armement

2.1. Financement : 5-10 milliards €/an des citoyens

Sur les 5,46 milliards d'euros mensuels collectés (65,52 milliards €/an, voir 1.2), 5 à 10 milliards €/an sont alloués à l'armement – soit 2-4 €/mois par citoyen (20 millions de contributeurs).

L'excédent de 233,4 milliards €/an (voir 6.2) peut temporairement augmenter cette mise. Aucun recours à des fonds européens ou externes n'est requis, garantissant une indépendance totale.

2.2. Production : Armes souveraines, 10-15 milliards €/an de bénéfices

Un investissement initial de 5-10 milliards € crée 16 à 33 usines (300 millions € chacune), produisant drones, missiles, blindés légers, et cybersécurité. Sans charges ni TVA, un drone (coût actuel 1 million €) revient à 500 000 €, vendu 750 000 € (marge 250 000 €). Marché annuel : 10 milliards € pour la France (budget défense 2025) + 10-20 milliards € d'exportations. Chiffre d'affaires : 20-30 milliards €/an ; bénéfice : 10-15 milliards €/an (ex. 20 000 drones x 250 000 € = 5 milliards €, plus blindés/cybersécurité).

2.3. Contrôle : 80 % citoyens, pas de lobbys guerriers

Les citoyens détiennent 80 % des parts (8-12 milliards €/an de bénéfices), les 20 % restants allant à des partenaires externes limités (2-3 milliards €). La DAO vote les orientations : défense stricte, pas d'incitation aux conflits, contrairement aux lobbys actuels qui profitent des guerres (ex. Ukraine : 100 milliards $ depuis 2022). Cette approche protège sans transformer les citoyens en cibles ou en payeurs de guerres inutiles.

3. Impact : Sécurité, paix, richesse

3.1. Défense renforcée, conflits évités

Une industrie souveraine équipe la France de drones anti-missiles, de cybersécurité avancée (IA citoyenne), et de blindés légers, rendant le pays intouchable sans dépendance à l'OTAN ou aux États-Unis. L'absence de lobbys guerriers limite l'escalade, favorisant la dissuasion (comme les remèdes à 50 € préviennent les crises, section 3). Emplois : 16-33 usines génèrent 32 000-66 000 postes directs, 100 000-200 000 totaux.

3.2. Retour aux citoyens : 50-75 €/an par investisseur

Les bénéfices (10-15 milliards €/an) redistribuent 80 % aux citoyens (8-12 milliards €). Pour 20 millions d'investisseurs, cela représente 50-75 €/an par personne, transformant l'impôt défense actuel (10 milliards €) en gain direct, sans fuite vers des actionnaires extérieurs.

3.3. Avertissement : Prévoir une protection accrue

Une démocratie citoyenne pure risque de menacer des intérêts obscurs, susceptibles de nous accuser de dictature à démanteler. Le budget défense initial (50 milliards €/an, section 6.2) pourrait être porté à 60-70 milliards €/an temporairement, utilisant l'excédent pour sécuriser la transition face à d'éventuelles pressions externes ou internes, avant de stabiliser une fois l'autonomie acquise.

8. Une France Libre Face aux Opposants

Synthèse

Ce projet dessine une révolution citoyenne : une France autosuffisante relocalise 300 milliards d'euros (section 2), crée 4-6 millions d'emplois, produit des traitements à 50 € (section 3), des téléphones à 320 € (section 4), et des films héroïques redistribuant 85 €/an par citoyen (section 5). En 30 ans, les actifs citoyens atteignent 7 000 milliards d'euros (section 7), contrôlés à 80 % par les Français via la DAO. L'État, réduit à 162 milliards € (section 6), est financé par un prélèvement de 2,37 % sur 32 000 milliards € de transactions (758,4 milliards €/an), éliminant dettes et chômage. L'armement citoyen (10-15 milliards €/an, Bonus) assure une défense souveraine sans inciter à la guerre. Cette économie, financée et gérée par les citoyens, promet prospérité et liberté.

L'Europe corrompue : Un obstacle majeur

Cette vision heurte l'Europe actuelle, une structure corrompue où les fonds publics servent des intérêts extérieurs. Les 800 milliards d'euros prévus sur 10 ans (NextGenerationEU, Fonds européen de défense) – soit 80 milliards €/an – financent des contrats opaques (13 milliards € défense) pour des multinationales, souvent via des rétrocommissions. Les bureaucrates, financés par les impôts européens (40-50 milliards €/an), imposent des réglementations absurdes, alignées sur des puissances étrangères ou des lobbys mondialistes, étouffant les initiatives citoyennes sous des normes paralysantes. Cette Europe, loin de défendre les valeurs des peuples, protège une élite, excusant ses dérives par un "C'est l'Europe !".

Référence citoyenne : Contre les mensonges politiques

Les opposants internes, notamment les politiciens et médias, représentent un autre défi. Ces acteurs ont multiplié les mensonges flagrants – "Sans budget validé, pas de retraites, la carte vitale s'arrête, les fonctionnaires ne sont pas payés" – des affirmations démenties par les faits, mais proférées impunément pour manipuler l'opinion. Un organisme citoyen, inspiré de Santé Citoyenne (section 3), est instauré via la DAO pour contrôler la véracité des déclarations publiques. Chaque mensonge d'un politicien ou d'un média est documenté, prouvé, et dénoncé, avec des accusations formelles si nécessaire. Désormais, "mentir comme un homme politique" remplace "mentir comme un arracheur de dents" – une ironie soulignée par le "tique" dans "politique" – et "parole de politicien" supplante les expressions triviales, reflétant leur trahison. Cet organisme protège les citoyens, rétablissant la vérité comme fondement de la gouvernance.

Une France autonome : Réponse aux opposants

Face à ces menaces, la France doit s'émanciper. Une autonomie totale – économique, militaire, culturelle – est essentielle pour contrer les opposants qui pourraient dénoncer ce modèle comme une dictature à démanteler. L'armement citoyen (Bonus) anticipe cette résistance : des groupes influents, hostiles à une démocratie directe, risquent de chercher à déstabiliser le système. Le budget défense initial (50 milliards €/an, section 6.2) est porté à 60-70 milliards € temporairement, utilisant l'excédent de 233,4 milliards €/an, pour garantir la sécurité durant la transition. Les traîtres – politiciens, médias, complices de cette Europe – ne méritent pas la mort, mais un châtiment symbolique : la suppression de leur nom. Ces "sans nom", exclus de l'histoire et du territoire, deviennent une caste maudite, rappel éternel de leur trahison, célébré dans "Les Sans Nom" (https://youtu.be/b7uGn3yhC0?si=Mw3CUQOMQvikjKr1).

Vers une Europe citoyenne et un gouvernement mondial

L'objectif n'est pas d'abandonner l'Europe, mais de la réinventer. Une fois la France renforcée – riche, souveraine, protégée – une Europe citoyenne devient envisageable : des nations libres, unies par des DAO, où les peuples, non Bruxelles, dictent les règles. À plus long terme, ce modèle pourrait s'étendre à un gouvernement mondial, non dirigé par une élite avide de possession, mais par les citoyens eux-mêmes via des DAO planétaires. Un tel système garantirait justice et liberté à l'échelle globale, plaçant le pouvoir entre les mains de ceux qui contribuent, non de ceux qui exploitent.

Appel final

Ce système, détaillé dans Comment sortir la France de la merde ! de Fabien Gris, est universel : avec 5,46 milliards €/mois, les citoyens bâtissent usines, laboratoires, studios ; avec 2,37 %, ils financent l'essentiel sans dettes ; avec leur volonté, ils renversent les lobbys et les traîtres. La France peut redevenir une lumière mondiale, non pour une élite, mais pour tous. Investissez, produisez, reprenez le pouvoir dès aujourd'hui – l'histoire vous attend.

9. Ce Qui Va Bloquer et Comment On Gagne

Introduction

Le système citoyen – une France souveraine, prospère, sans dettes ni chômage – heurte des résistances prévisibles : politiciens, syndicats, fonctionnaires inutiles, entrepreneurs méfiants, tensions autour des étrangers, et récalcitrants. Cette section identifie ces obstacles et propose des solutions pour les surmonter, transformant les opposants en alliés grâce à une vision d'espoir. La main-d'œuvre existante devient essentielle, le chômage disparaît, et les vies sans sens trouvent une nouvelle utilité, dans une société inclusive et productive.

9.1. Les Politiciens : Du Pouvoir au Travail Utile

Les politiciens, habitués aux privilèges et à la manipulation (section 8.3), s'opposeront à la perte de leur influence. Leur arme : désinformation et peur, dénonçant ce modèle comme une menace. La DAO (section 6.5) neutralise cette résistance : les citoyens votent directement budgets et lois, rendant ces intermédiaires obsolètes. Leur reconversion est possible : sur 5,5 millions de fonctionnaires, 3,1 millions sont reclassés dans les entreprises citoyennes (section 6.3). Avec 5-6 millions d'emplois créés (section 2), ils peuvent rejoindre des projets concrets – usines, santé, culture – offrant un salaire net moyen de 2 730 € (section 2.4). Leur opposition s'efface face à une alternative valorisante : un travail utile remplace les discours creux.

9.2. Les Syndicats : De l'Obstruction à la Contribution

Les syndicats, coûtant 5-7 milliards d'euros par an en subventions et pertes (section 6.4), bloquent souvent les entreprises par des grèves ou des revendications dépassées. Leur suppression est compensée par une intégration positive : leurs 2 millions de membres, une main-d'œuvre précieuse, sont nécessaires aux 216 usines annuelles (section 2), à la production d'armement (Bonus), ou aux studios de cinéma (section 5). Le chômage, éradiqué en 10 ans (section 7.1), transforme leur rôle : de défenseurs de droits obsolètes, ils deviennent acteurs d'une économie florissante, avec des conditions votées directement via la DAO, éliminant les conflits inutiles.

9.3. Les Inutiles : De l'Ennui à l'Espoir

Sur 5,5 millions de fonctionnaires, 3,1 millions occupent des postes superflus (section 6.3), passant leurs journées dans des bureaux sans valeur ajoutée. Leur licenciement n'est pas une fin, mais un début : reclassés dans les entreprises citoyennes, ils participent à la fabrication de téléphones à 320 € (section 4), à la production de films (section 5), ou aux projets spatiaux (section 7.5). L'excédent de 233,4 milliards €/an (section 6.2) finance cette transition, offrant des emplois stables et un pouvoir d'achat accru (+40 %, section 2.4). Là où ils voyaient un risque de chômage, ils trouvent un changement positif : une vie active, significative, loin de l'ennui bureaucratique.

9.4. Les Entrepreneurs Actuels : Une France Libre pour Innover

Les entrepreneurs actuels, étouffés par des taxes exorbitantes, des réglementations paralysantes, et des charges écrasantes, seront des alliés naturels une fois les obstacles levés. Ce système supprime les entités inutiles – contrôleurs, bureaucrates – qui entravaient leurs activités (section 6.3). Avec une réduction de 40 % des charges sur les salaires (section 2.4), ils économisent des sommes significatives, leur permettant d'embaucher à la demande grâce au contrat unique (section 6.4), sans engagement à vie. Ils peuvent développer leurs projets, innover sans freins, attirer des investisseurs via la DAO, ou proposer leurs idées aux entreprises citoyennes (sections 2-5). Ce modèle libère leur potentiel : une France d'entrepreneurs, forte et

audacieuse, qui reconnaît leur rôle essentiel. Sans ces preneurs de risques, l'humanité stagnerait – si tous étaient fonctionnaires, attendant passivement leur salaire, nous vivrions encore dans des grottes, faute de courage pour en sortir et inventer le progrès.

9.5. Cités, Campagnes, Éducation : Une Chance pour Tous

Ce système profite à tous les citoyens – des cités aux campagnes, des quartiers aux villes. L'objectif n'est pas de créer des consommateurs passifs, mais des producteurs actifs, formés par une éducation pratique (section 7.2) qui prépare à des métiers concrets – usines vertes à la campagne, studios dans les cités, innovations urbaines. Pour les plus audacieux, l'entrepreneuriat moderne, débarrassé de l'État racketteur, devient une opportunité : les agents publics, autrefois à l'affût des erreurs, deviennent des soutiens au développement. L'excédent de 233,4 milliards €/an finance cette transformation, offrant à chacun – rural, citadin, banlieusard – une chance égale de contribuer et de prospérer.

9.6. Les Étrangers et l'Unité : Une Place pour Tous

Dans une France prospère, la couleur de peau ou la religion n'a pas d'importance : immigrants et enfants d'immigrants ont leur place parmi nous s'ils travaillent comme tout citoyen. Leur contribution est essentielle aux 5-6 millions d'emplois (section 2), et non un sujet de division. Les problèmes viennent des magouilles et des profiteurs, pas des origines. Les textes religieux prônent la tolérance, non la discorde ; en France, respecter les règles suffit pour vivre en paix. Le racisme, outil politique, a été amplifié par des figures comme Mitterrand, qui l'a exploité pour diviser et remporter des élections. Aujourd'hui, les politiciens attisent les tensions pour détourner l'attention, adoptant des lois liberticides pendant que les citoyens s'opposent. À ceux qui doutent de leur présence : interrogez vos aînés sur leur choix d'un pays libre, comparez à leur terre d'origine, et comprenez leur sacrifice. Ce modèle unit, intégrant tous dans une société forte.

9.7. Récalcitrants et Voleurs : Réciprocité et Prisons Modernes

Les récalcitrants et voleurs, profitant du laxisme actuel, nécessitent une réponse ferme. Les prisons deviennent payantes : un lieu austère, coûteux pour le détenu, dissuasif par son inconfort, loin des commodités actuelles (télés, ordinateurs, massages, relations autorisées). Le système corrompu a démantelé la dissuasion ; en 2025, des détenus bénéficient de privilèges absurdes, y compris la procréation en détention. La solution : la réciprocité. Les délinquants étrangers sont traités selon les normes de leur pays d'origine – en Thaïlande, un vol de 20 € vaut 24 mois ferme, frais de justice et cellule surpeuplée à payer, réduisant drastiquement la criminalité (téléphone oublié reste en place). En France, le laxisme encourage l'audace (vols à l'arraché). Des prisons modernes, détaillées dans Comment sortir la France de la merde !, restaurent la discipline par la conséquence, non la complaisance.

9.8. Soins Gratuits pour Non-Cotisants : Fin de l'Injustice

Les soins gratuits pour les étrangers n'ayant jamais cotisé sont supprimés au profit de la réciprocité : en Thaïlande, un Français malade paye ; un Thaïlandais paye en France. Cette règle s'applique à chaque nationalité – pas de contribution, pas de gratuité. Les lobbys pharmaceutiques et politiciens corrompus soutiennent ces soins "gratuits" pour transférer les coûts au secteur privé, enrichissant leurs réseaux. Ceux qui invoquent "les pauvres" masquent souvent des intérêts personnels – leur compassion a un prix. Ce système priorise les citoyens cotisants, éliminant les abus sans nier l'humanité.

9.9. Vendre l’Espoir, Désamorcer la Peur

Les résistances reposent sur la peur de l’inconnu – perte de statut, divisions artificielles, insécurité. Ce système contre cette crainte par une promesse tangible : le chômage disparaît, remplacé par des opportunités dans une économie relocalisée. Les politiciens retrouvent une utilité, les syndiqués une mission, les fonctionnaires un but, les entrepreneurs une liberté, les étrangers une égalité, et les récalcitrants une discipline. Les irréductibles rejoignent les "sans nom" (section 8.4). L’excédent de 233,4 milliards €/an garantit les moyens, la DAO assure l’équité. La victoire réside dans cette transformation : une France unie, productive, où l’espoir supplante la stagnation.

9.10. Impact

En désamorçant les blocages, ce modèle libère le potentiel humain : plus de chômage, plus de vies gâchées dans des bureaux ou des querelles stériles, mais une société où chaque citoyen – citadin, rural, immigré, entrepreneur – contribue et prospère. Les opposants deviennent des soutiens, séduits par une vie active et valorisée, dans une France forte, portée par ceux qui osent et construisent.